Burundi : un "combattant de la liberté" devenu un banal candidat dictateur

Libération, 18 juillet 2015 Burundi, la d'rive totalitaire d'un président Jean-Pierre Chrétien et Jean-François Dupaquier TRIBUNE - En se présentant à la présidentielle du 21 juillet, le président Nkurunziza menace la logique de paix instaurée au Burundi depuis 2003. Deux éminents socialistes du pays témoignent. En dépit de l'accord de Arusha de 2000 et de la Constitution qui en est issue, interdisant un troisième mandat, le président du Burundi Pierre Nkurunziza, vient de fixer, au 21 juillet, le scrutin qui doit lui permettre de rester en place.

Cette date, annoncée le 11 juillet, ne tient pas compte de la médiation en cours des Etats de l'Est africain qui avait demandé au moins un report à la fin de ce mois. Dès le 29 juin des élections législatives et communales, que boycottées par l'opposition et les observateurs internationaux, ont donné, comme prévu par le pouvoir, 60 % des sièges de députés au parti du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD). Depuis le 25 avril, quelque 70 personnes ont été tuées et un millier blessés lors des manifestations «pro-Arusha». Les forces de l'ordre quadrillent jour et nuit le Burundi, empêchant tout rassemblement. Un massacre a encore eu lieu à Mutakura, un quartier de la capitale, le 3 juillet. Les radios d'opposition se sont tuées, saccagées par la police. La plupart des journalistes indépendants vivent en exil, tout comme de nombreux opposants et des dissidents du parti présidentiel, le CNDD-FDD. Depuis plus d'un an, la distribution d'armes de guerre à la milice Imbonerakure, infododée au président a favorisé la radicalisation voulue par le chef de l'Etat et sa coterie. Cette atmosphère de terreur laisse présager une tyrannie comme le Burundi en a trop connu de 1966 à 1993. Nous connaissons ce pays depuis un demi-siècle. Nous avons contribué à la formation de plusieurs générations de cadres, issus de toutes les catégories de la société. Nous avons consacré des années de travail à des publications sur le Burundi. Mais, si nous pensons avoir le droit et le devoir d'alerter l'opinion publique européenne, c'est surtout en fonction de la mémoire que nous gardons de l'autre, des tragédies de 1972 et 1993, qui ont endeuillé pour longtemps ce pays, et des efforts que nous avons faits à l'époque pour lutter contre l'indifférence dans laquelle s'étaient déroulées ces crises. En mai-juin 1972 étudiants que nous connaissons, en octobre 1993 des parents de collègues et même des familles qui nous sont très proches. Leurs noms sont dans nos notes et nos pleurs n'ont pas été rhétoriques. Trop de socialistes, habiles à d'un pays où ils n'avaient jamais vu, ont utilisé le Burundi comme un terrain de théories sur les antagonismes «ethniques». Sur place, ce n'était plus qu'une vieille lune. Comment oublier la rencontre organisée en octobre au Centre culturel français de Bujumbura pour une présentation de notre ouvrage Burundi 1972 devant un public, regroupant des personnes de toutes les générations et où figuraient des leaders, tant hutus que tutsis, parmi les plus représentatifs de la scène politique. La richesse de ce dialogue public attestait de l'indéniable air de liberté, ouvert par l'accord de Arusha, remis en cause aujourd'hui. Car ce pays offre aussi, comme il y a peu au Burkina Faso, un exemple de mobilisation démocratique. La démographie fait que la moitié de la population s'est forgée une conscience politique depuis la fin du siècle dernier. Les manifestants qui sont descendus dans la rue depuis le 26 avril sont des jeunes, de simples gens. Parmi les victimes abattues par la police, on trouve un soudeur, un mécanicien, un étudiant, des paysans. Les observateurs ont noté le caractère pacifique de ce mouvement populaire et l'absence de pillages. La maturité de cette nouvelle génération apparaît aussi dans la rupture avec les obsessions ethniques des décennies précédentes. Les défenseurs des droits de l'homme et les médias indépendants associent des Hutus et des Tutsis à l'Uprona au FNL, tous les partis d'opposition se retrouvent dans ce combat. Même le parti présidentiel est divisé sur la question du troisième mandat et des cadres du régime font défecation de semaine en semaine. Pourquoi le petit cercle du pouvoir ne comprend-il pas qu'il ne vit plus au siècle dernier ? Comment un de ces hommes, que Nelson Mandela avait nommé des «combattants de la liberté», en est-il arrivé à devenir un banal candidat dictateur ? Il se figure, on, que Dieu serait avec lui : combien d'aventures lamentables a conduit cette illusion dans l'histoire ! La sagesse burundaise est pourtant là : Imana iguhaye, niyo ikwaka, «Dieu t'a fait un don, mais c'est lui aussi qui te le reprend». La fuite en avant de Nkurunziza menace la logique de paix instaurée au Burundi depuis 2003, après une guerre civile de dix ans qui a causé de centaines de milliers de victimes. Elle menace la paix dans la région des Grands Lacs, pour laquelle s'étaient mobilisés de nombreux Etats étrangers. Plus grave encore, les sages du pouvoir semblent vouloir raviver les réflexes d'une haine ethnique dépassée. Face à cet homme qui est devenu une menace pour son peuple, la communauté internationale doit rapidement agir. Elle en a les moyens, puisqu'elle fournit plus de la moitié du budget du Burundi. Devant l'incurie et la corruption du gouvernement de Bujumbura et la misère sociale, qui provoque le mécontentement populaire actuel, il est urgent que ces aides soient repensées. Il en va de même de la coûteuse participation de l'armée burundaise aux opérations de maintien de la paix en Afrique (Somalie et République centrafricaine) : en réduisant la Constitution à un chiffon de papier, Nkurunziza disqualifie lui-même cette mission internationale. Comment continuer à financer un régime pour des interventions de paix à l'étranger, alors qu'il devient cyniquement lui-même un facteur de crise ! On attend la mise en œuvre d'un agenda clair des Nations unies pour éviter le retour de l'horreur dans cette région d'Afrique. Jean-Pierre CHRÉTIEN Historien * et Jean-François DUPAQUIER Journaliste * * Co-auteurs de Burundi 1972 : au bord des génocides, Karthala, 2007.